

Integration

No. 012

A VOTRE SERVICE

GRATUIT

PRIX NOBEL DE LA PAIX?



MAMA Y'AFRICA

What is SpeechTrans?

A: SpeechTrans is a mobile phone interpreter for the iPhone, it allows people to communicate in different languages by simply pressing record and talking in their native language. SpeechTrans translates their speech and speaks the translation

Q:Does SpeechTrans require a wifi- 3g/4g connection?

A:SpeechTrans allows users to save previous recordings so that they can be read offline. In order to do new translations it requires 3G/ Edge/ or Wifi connection.

Q:How accurate/useful is the Speech to Speech Translation technology?

A:SpeechTrans has 95% speech recognition accuracy



because of the help of Nuance's speech recognition.

The translation is about 85% accurate.

Q:How does SpeechTrans compare to the Google Translate app?

A:The first difference is in terms of speech recognition accuracy. SpeechTrans has 95% accuracy because of the help of Nuance while Google has only 60%-70%. With google translate users have to be in the same room as each other to communicate. With

SpeechTrans users can be in the same room OR half way across the world and they can still talk through integrated Facebook Voice Translation Chat. Also SpeechTrans has a 55 second record limit while Google has only 15 seconds. Plus users can cut and paste from sites to translate text and have it read out loud. Google Translate does not have the ability to post to

cont. on page 6

L'INVITE

GNAKA LAGOKE : « La Côte d'Ivoire ne connaîtra pas de repit et de repos, de si tôt ».

CET INTELLECTUEL IVOIRIEN ET ENSEIGNANT DANS DES UNIVERSITES AMERICAINE DONNE SON POINT DE VUE SUR LA CRISE QUI SECOUE SON PAYS DEPUIS TROIS MOIS.



Intégration:

Etes-vous impatient de voir les conclusions des travaux du panel des chefs d'Etats africains que l'Union Africaine vient de désigner pour se pencher sur la crise post électorale qui secoue votre pays la Côte d'Ivoire depuis le mois de décembre dernier?

Gnakha Lagoke:

Je n'ai pas d'émotion particulière par rapport aux conclusions du panel. Je serais tout de même curieux de voir comment réagiraient les représentants de la communauté internationale si le rapport des experts démontrait que le niveau d'irrégularités va au delà de ce l'ONU clame. Je pense que c'est par là que l'Union Africaine devait commencer au lieu de se faire l'écho des puissances occidentales. Elle s'est mise dans une situation difficile. Je ne sais pas si elle peut tenir une position contraire à sa position initiale qui était de reconnaître Alassane Ouattara président à l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle.

Intégration:

Ce panel de chefs d'Etats africains arrive après le défilé de bon nombre d'émissaires débarqués à Abidjan mais dont la mission se sera soldée par l'échec. D'après

vous qu'est-ce qui explique cet échec des premiers médiateurs?

Gnakha Lagoke:

Il ne faut pas en être surpris. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. C'est la qualité des émissaires eux-mêmes. Je prends l'exemple du Premier Ministre du Kenya, Odinga, qui a été l'un des premiers à réclamer l'utilisation de la force pour déloger Gbagbo. Il avait déjà pris partie. Il avait perdu la présomption de neutralité que doit avoir tout avoir tout médiateur avant même qu'il ne soit choisi comme médiateur de l'Union Africaine. Que pouvait-il obtenir du camp Gbagbo ? Rien. La CEDEAO a également commis la même faute. Elle s'est alignée derrière les conclusions du président de la commission électorale, endossées par l'ONU qui est perçue par un camp comme étant en collusion avec l'autre camp.

Intégration:

Voyez-vous une manière particulière pour aborder efficacement cette crise née en Côte d'Ivoire aux lendemains du deuxième tour de l'élection présidentielle?

Gnakha Lagoke:

Beaucoup d'analystes, de mon point de vue ont un entende-

ment partiel de la crise post-électorale. C'est l'ancien président Ghanéen qui a réussi à mieux traduire l'environnement factuel global de la crise. Il a dit que la crise ivoirienne ne saurait être réduite à une crise post-électorale. C'est une toile de complexités ethniques et politiques qui doit être abordée avec tact et diplomatie. Il tenait ses propos pour affirmer son opposition à l'usage de la force pour déloger Gbagbo. Même s'il était prouvé que Gbagbo avait perdu les élections, bon nombre de ses partisans estiment qu'il ne doit pas lâcher le pouvoir au profit de quelqu'un (Alassane Ouattara) qui a financé un coup d'état, une guerre civile et la division ou la sécession de fait du pays. Ils lui reprochent d'être le père de rébellion qui a été une des raisons de la mauvaise gouvernance que l'on reproche à Gbagbo. Ce dernier semble être mis en mission aux lendemains des élections. En sus, il y a l'implication avérée de la France qui, c'est un secret de polichnelle, se bat pour maintenir la Côte d'Ivoire sous son joug et avoir tous les contrats juteux. La France a montré sa préférence pour Alassane Ouattara. Elle a fait échouer l'opération Dignité engagée par les forces armées Ivoiriennes pour libérer le Nord de la Côte d'Ivoire de l'occupation rebelle. La France avait détruit au sol la flotte aérienne de la Côte d'Ivoire au motif qu'un raid de l'armée Ivoirienne avait tué des soldats Français. Des chars Français ont tenté de faire mouvement vers le palais présidentiel pour renverser le Président Gbagbo. C'était en novembre 2004. Les soldats Français ont été empêchés dans leur offensive par un bouclier humain de milliers d'Ivoiriens qui ne voulaient pas qu'il soit renversé. Les soldats Français ont tué 69 Ivoiriens dont des enfants et adolescents et blessé 1.200 personnes. Une partie de la Côte d'Ivoire estime que Gbagbo est le seul à pouvoir défendre la souveraineté du pays contre cette France. D'autres pensent que c'est encore lui qui démontre de la résistance contre les visées hégémoniques de Blaise

Compaore. Le Burkina Faso, en effet, s'est positionné comme une puissance hégémonique ces dernières années sous le leadership de Blaise Compaore, qui a pris le pouvoir, en 1987, à la suite d'un coup d'état sanglant qui a vu la mort de son ami de longue date Thomas Sankara, le révolutionnaire romantique et panafricain. Les rebelles ont été logés au Burkina où ils se sont entraînés avant de venir attaquer la Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002.

Intégration:

A Abidjan des voix ont immédiatement contesté la présence de Blaise Compaore du Burkina-Faso au sein du panel des chefs d'Etats africains désignés par l'Union Africaine. Pourquoi cette hostilité envers Blaise Compaore?

Gnakha Lagoke:

Blaise Compaore ne peut pas être la solution à la crise de la Côte d'Ivoire. Il fait partie du problème. Il a donné son appui stratégique aux rebelles. Il est également un maillon essentiel aux ordres de la France qui veut briser à tous les coups Gbagbo Laurent perçu dans les milieux diplomatiques occidentaux comme un résistant africain imprévisible.

Intégration:

Deux ans seulement après son arrivée aux affaires en 2000, Laurent Gbagbo eut à faire face à l'assaut des Forces Nouvelles, un groupe des rebelles armés qui tiennent toujours la partie Nord du pays. Est-ce par revanche qu'il refuse de quitter le pouvoir au profit de celui que l'on dit avoir financé la rébellion ?

Gnakha Lagoke:

Je ne sais pas si c'est par revanche. Mais je sais, comme je l'ai mentionné plus haut, qu'un bon nombre d'Ivoiriens certainement ses partisans estiment qu'il doit rendre la monnaie justement à celui qui a financé la rébellion et

coupe le pays en deux..

Intégration:

Pour l'écrivain guinéen Tierno Monémbo, les gens à Abidjan ont l'habitude de dire: "tout sauf un Dioula". C'est de ce tribalisme que Alassane Ouattara est victime?

Gnakha Lagoke:

L'Etat de Côte d'Ivoire dans son ensemble, depuis Houphouët à Gbagbo, en passant par Alassane Ouattara, Bedie, et Guei a failli dans sa mission de parfaire l'union et l'intégration de la nation ivoirienne. Chacun de ces leaders a utilisé peu ou prou l'éthnie ou un groupe d'éthnies, soit pour accéder au pouvoir, soit pour se maintenir au pouvoir. Houphouët était un Baoulé du grand groupe Akan. Il a régné pendant 33 ans de pouvoir, il a donné un avantage comparatif aux Baoulés dans l'exercice du pouvoir d'Etat, au point qu'il a donné le sentiment que la Côte d'Ivoire était une monarchie Akan. Il s'est même payé le luxe de se faire succéder par un homme de son ethnie, Henri Konan Bedie. Il a pu régner grâce à une alliance entre les Akans et les gens du Nord. Les gens du Nord estimaient après Houphouët, c'était leur tour de réclamer le pouvoir d'Etat. Lorsqu'Alassane Ouattara émerge sur la scène politique, sous injonction de la communauté financière internationale, les hommes du Nord voient en lui celui qu'ils attendaient, ou celui par lequel ils pouvaient conquérir le pouvoir d'Etat. Bedie a été challengé au moment de sa prise de pouvoir par Alassane Ouattara, alors Premier Ministre. Bedie, pour consolider son pouvoir et préserver l'avance des Akans conçoit le concept de l'ivoirité qui consacre de fait la division des Ivoiriens, en Ivoiriens de souche multiséculaire et en Ivoiriens de circonstance. Or lorsqu'Alassane était Premier Ministre, un document a circulé dénommé la charte du Nord. Ce document a été publié in extenso dans Côte d'Ivoire : L'année terrible 1999-2000, aux

L'INVITE

pages 301-302. C'était un appel à la sécession aux gens du Nord du fait des abus dont ils se plaignaient. Et c'est justement sous Alassane Ouattara que ce document a été publié. C'est lui qui a instauré la carte de séjour pour les étrangers. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, une terre d'immigration, c'était un faux-pas, car les policiers de l'administration brutalisaient les hommes en boubous et aux noms a consonnance Dioula. Bref... Alassane Ouattara ne s'est distance de cette idéologie nordiste. Il a utilisé les frustrations de ce peuple qui s'est reconnu en lui au même moment où son administration manquait de respect aux gens du Nord. C'est pourquoi j'accuse l'Etat de Côte d'Ivoire. Lorsque Gbagbo vient au pouvoir, il a surfé lui aussi sur le concept de l'Ivoirité lorsqu'il a déclaré qu'il était contre les vagabonds de nationalité, faisant allusion à Alassane Ouattara. En effet, ce que beaucoup de personnes du Sud reprochent à Alassane, c'est qu'il a changé de nationalité, étudié comme un citoyen de la Haute Volta (actuel Burkina-Faso) aux Etats-Unis, a travaillé au FMI comme un citoyen voltaïque ou burkinabe... Ils lui reprochent son manque d'attachement à la terre de Côte d'Ivoire pour prétendre en assumer la Magistrature Suprême. Si c'était un autre Dioula qui n'avait pas changé de nationalité un moment de sa vie, on aurait eu une histoire différente en Côte d'Ivoire.

Integration:

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée le... l'ambassadeur américain en Côte d'Ivoire a expliqué que l'option d'une intervention militaire est toujours sur la table pour déloger Laurent Gbagbo. Quel commentaire en faites-vous?

Gnaka Lagoke:

Je l'ai dit haut et fort. Je suis contre une intervention militaire hier, aujourd'hui et demain en Côte d'Ivoire pour déloger Gbagbo du pouvoir. Je déplore qu'Alassane Ouattara lui-même ait réclamé à cor et à cri une intervention militaire pour déloger Gbagbo. C'était une aberration qu'un leader reconnu par la communauté internationale comme Président demande à des armées étrangères de tuer des soldats d'une armée dont il est cen-

sé être le chef suprême. Tout juste parce qu'il pense que la force doit tout régler. Je pense que c'était une grossière erreur. Je dénonce également que des pays comme le Nigeria et le Burkina Faso, croyant ainsi renforcer leur présence sur la scène internationale professent une intervention militaire pour restaurer la démocratie en Côte d'Ivoire alors qu'ils n'ont aucune autorité morale en matière de gouvernance et de démocratie. Je déplore qu'un de mes héros Barack Obama ait pensé aussi que la guerre soit une façon de régler ce problème ivoirien.

Au départ, la communauté internationale a présenté Gbagbo Laurent comme un mauvais perdant, un homme seul, un damné du pouvoir, qui refuse de partir alors qu'il n'a le soutien de personne. Alassane Ouattara lui-même a déclaré que Gbagbo ne tenait son pouvoir que grâce aux mercenaires et à environ 2.000 personnes dans l'armée. La menace de l'utilisation de la force pour déloger Gbagbo, si elle est mise à exécution ne fera qu'aggraver la spirale de violence dans le pays.

En tant que panafricaniste, je m'oppose à cette intervention militaire car cela détruirait ce que l'Afrique a comme humus pour bâtir les Etats-Unis d'Afrique de demain. La Côte d'Ivoire comporte 26% d'étrangers et représente le microcosme de l'Afrique unie. En Côte d'Ivoire, lorsque l'on prend une famille, l'on constate qu'un parent vient d'une ethnie traditionnelle en Côte d'Ivoire et l'autre parent vient d'un pays étranger. Ce ne seront pas seulement les membres de l'ethnie de Gbagbo [Beté] qui vont être tués, mais des personnes de divers groupes ethniques et le microcosme de l'Afrique unie qui va être sérieusement endommagé. Si après la mission du panel, l'on se rend compte qu'Alassane Ouattara a effectivement gagné les élections sans bavures, je ne vois pas quel argument Gbagbo utiliserait pour continuer de se maintenir au pouvoir. Pour ma part, je l'ai dit depuis le début que je ne pouvais pas dire que de Gbagbo et d'Alassane avait effectivement gagné les élections. Mais je pouvais démontrer que les résultats reconnus par la communauté internationale ne pouvaient être parfaits. L'élément que je donne est le taux de participation. Au premier tour, le taux était de 83%. Au second tour, tout le



monde, France 24, l'ONU, les observateurs de la Francophonie, les Européens et les Africains, tous étaient unanimes que le taux allait varier entre 60 et 70%. Lorsque le président de la Commission Electorale Indépendante (CEI) donne Alassane vainqueur, il annonce un taux de participation de 81%. Ce qui est impossible. La question sur le taux de participation à elle seule décrédibilise les résultats du second tour.

Integration:

La crise ivoirienne a-t-elle donné l'occasion rêvée pour les peuples africains de donner de la voix pour crier haro contre la recolonisation de l'Afrique?

Gnaka Lagoke:

La crise ivoirienne a relancé le débat sur le reveil du panafricanisme. C'est au nom de la renaissance africaine qui est une variante du panafricanisme promu par l'Afrique du Sud, conceptualisée par Thabo Mbeki, alors chef d'Etat de l'Afrique du Sud, que ce dernier a pris sur lui la responsabilité de s'impliquer dans la résolution de la crise ivoirienne en 2004. S'appuyant sur le fait que la solidarité africaine a joué un rôle dans le démantèlement de l'Apartheid, les leaders de l'ANC ont une vision claire pour l'Afrique et une idée claire de la mission historique de l'Afrique du Sud. C'est cette même logique qui a poussé Zuma qui au début, avait demandé le départ de Gbagbo, de changer de position. Il a par la suite demandé une enquête et je crois que c'est ce qui justifie la mission du panel des experts. L'Afrique

du sud a certainement sympathisé avec Gbagbo que l'Occident veut à tout prix briser. Le pays de Zuma s'est alors opposé à l'usage de la force. Tout comme le Ghana, l'Angola, l'Ouganda, le Cap Vert, La Gambie... C'est fini l'Afrique aux ordres des colons et de la néocolonisation, même si certains sont nostalgiques de ces moments. L'Afrique a affirmé son identité, sa dignité et sa capacité à ne pas être une caisse de résonance des puissances occidentales, cela, en harmonie avec l'esprit de l'idéal panafricain, qui a été toujours au sujet de la résistance contre les systèmes d'oppression comme l'esclavage, la colonisation, l'Apartheid, la néocolonisation... C'est dans cet esprit que des millions d'Africains sympathisent avec le combat de Gbagbo. Je reconnais également que d'autres millions d'Africains ont de la sympathie pour Alassane Ouattara. Cela ne saurait se situer dans le cadre de l'affirmation de l'idéal panafricain, car il est difficile de prôner le panafricanisme et de se retrouver dans une situation de connivence avec les forces néocoloniales. Même si Gbagbo ne peut être perçu comme un chantre du panafricanisme, le seul fait de voir son combat de résistance contre la France faire des émules peut conduire un être rationnel à le placer parmi tous ceux qui ont défendu les intérêts de l'Afrique.

Integration:

Ni Gbagbo, ni Ouattara n'appellent au calme et à la réconciliation des populations. Et s'ils démontraient leurs limites?

Gnaka Lagoke:

Je n'avais jamais cru que ces élections allaient ramener la paix en Côte d'Ivoire. La situation que nous vivons est encore plus explosive que je l'ai anticipé. Je ne crois pas qu'ils soient juste de dire qu'ils démontrent leurs limites. Les faits consacrent que l'élection ne pouvait pas régler une crise qui dure depuis près de 20 ans. Gbagbo contrôle une bonne partie du Sud. Alassane Ouattara contrôle le Nord. Chaque leader se réclame vainqueur et chacun dispose d'une armée. Les deux groupes armés sont séparés par une force d'interposition internationale. Si Alassane devient effectivement président, il ne pourrait pas contrôler les rebelles et il aurait beaucoup de difficultés à diriger le Sud où se trouve le pouvoir effectif de l'Etat de Côte d'Ivoire. Plusieurs dans l'armée n'ont pas encore digéré que leurs amis aient été tués du fait justement de la rébellion financée par Alassane Ouattara. Si Gbagbo arrivait à se maintenir au pouvoir, je ne sais pas comment il désarmerait les rebelles. Et il aura besoin d'utiliser des méthodes répressives pour se maintenir au pouvoir, au nom de la raison d'Etat. Je souhaiterais pas être ni à la place de Gbagbo, ni être à la place d'Alassane. Je ne sais pas comment l'un des deux pourrait véritablement unifier le pays surtout que dans le cas de Gbagbo, les occidentaux useraient de tous les moyens, comme ils le font depuis 2000 pour le faire échouer. Et dans le cas d'Alassane, il n'aurait pas connu de période de grâce. S'appuyant sur les rebelles, et ayant démontré que la force est le raccourci qu'il utilise pour arriver à ses fins, la Côte d'Ivoire ne connaîtra pas de répit et de repos, de si tôt. Il va vouloir pacifier le pays et réduire au silence les voix discordantes. Cela va entraîner beaucoup d'autres morts. C'est cela ce qui complique la situation en Côte d'Ivoire qui a été aggravée par l'interférence et le parti pris de la communauté internationale. Dans un tel contexte, il est important de noter que, quel que soit le cas de figure, le prix à payer sera assez lourd.

Propos recueillis par Franck Felix Gutenberg